

La trajectoire budgétaire, risque de division pour Michel I^{er}

■ Le Conseil supérieur des Finances ouvre la voie à un report de l'équilibre.

Le débat sur la trajectoire budgétaire que doit suivre la Belgique pour respecter ses engagements européens va revenir au-devant de la scène. D'ici la fin du mois, l'Etat belge doit communiquer son programme de stabilité à la Commission. L'objectif final est toujours le même : un équilibre global des budgets nationaux. La question du moment est de savoir quand est-il souhaitable d'y parvenir. Des groupes de travail doivent se réunir à ce sujet cette semaine au niveau fédéral. Avant sans doute une autre étape, celle de la répartition de l'effort entre fédéral, régions et communautés.

Il est déjà certain que le gros du travail sera fédéral. Ce week-end, le Conseil supérieur des Finances (CSF) a ouvert la voie à un assouplissement de la trajectoire belge. Un signe ? Pour l'heure, le gouvernement Michel reste sur la ligne de son accord de majorité et qui prévoit un retour à l'équilibre en 2018. Cet objectif demeure la piste privilégiée du Conseil supérieur des Finances mais continue de paraître incertain compte tenu de l'effort budgétaire qu'il suppose. Dans une réaction à l'avis du

CSF, le ministre des Finances, le N-VA Johan Van Overtveldt, fixe cet effort à 5 milliards d'euros. Il s'agit d'une évaluation optimiste car elle ne tient pas compte du dérapage constaté au niveau du déficit structurel en 2016 et 2017 et qui pourrait alourdir la facture d'un peu moins de 1,7 milliard. "Cet avis nous confirme que l'objectif d'équilibre reste ambitieux et que, comme nous l'avions déjà annoncé, des efforts supplémentaires doivent encore être fournis dans les prochaines années pour y parvenir", a sobrement indiqué Sophie Wilmès (MR), ministre du Budget.

Attendre 2019 dérange la N-VA et l'Open VLD

La deuxième piste avancée par le CSF est de nature à adoucir l'effort puisqu'elle propose de reporter le retour à l'équilibre en 2019. Ce nouvel objectif faciliterait l'élaboration du budget 2018 qui démarrera à l'automne prochain et dont les effets se feront sentir en pleine période électorale. Cette révision de la trajectoire est toutefois loin d'être acquise. Si elle peut être soutenue sans trop de difficulté par le MR et le CD&V, elle se heurte à une opposition de principe de la N-VA et de l'Open VLD. Ces derniers sont idéologiquement plus attachés à une stricte rigueur budgétaire alors que des critiques se font de plus en plus entendre au nord du pays quant à la capacité du gouvernement fédéral à remettre de l'ordre

dans les finances publiques. Un assouplissement de la trajectoire renforcerait l'impression exprimée par le patronat flamand : l'équipe de Charles Michel est en "affaires courantes" selon l'image utilisée par le Voka.

L'objectif de 2018 est une chimère, selon le PS

Au sud, l'opinion et l'opposition sont moins à cheval sur les objectifs européens. Cette posture sera renforcée par les effets négatifs sur l'économie que pourraient supposer de nouveaux milliards de restrictions. Si le ministre des Finances prétend voir progresser l'assainissement des finances publiques, l'opposition dresse un sombre tableau de la situation. "Le CSF ne croit plus aux engagements du gouvernement", réagit Ahmed Laaouej, député PS. L'objectif de 2018 reste une chimère. La politique économique du gouvernement est un échec : on réduit les recettes en cotisations sociales, la prétendue réforme fiscale non financée alourdit le déficit, l'austérité a plombé la croissance et le gouvernement a un problème récurrent de calcul des recettes fiscales. Ce n'est pas l'imposture de son discours sur la création d'emploi qui va améliorer les choses. Le gouvernement est incapable de revenir à l'équilibre". Il reste deux ans à Charles Michel pour remplir ses objectifs. En termes de déficit public, il doit produire deux tiers des efforts promis en 2014.

M. Co.

5 milliards

d'efforts budgétaires
C'est l'estimation avancée par le ministre des Finances ce week-end pour un retour à l'équilibre en 2018.